

LE REPRÉSENTANT DE L'ÉTAT A SAINT-BARTHÉLEMY ET A SAINT-MARTIN

SECRETARIAT GENERAL
SRAG

Arrêté n° 2017-009 / PREF / SG / SRAG du 03 FEV. 2017
portant dérogation pour inhumation tardive

LE REPRESENTANT DE L'ETAT DANS LES COLLECTIVITES
DE SAINT-BARTHELEMY ET DE SAINT-MARTIN

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2213-31 et R 2213-33 ;
- Vu** le décret en date du 12 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Jacques BILLANT, en qualité de préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe et représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin;
- Vu** le décret du 21 mai 2015 portant nomination de la préfète déléguée auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin - Madame Anne LAUBIES
- Vu** le décret du 19 juillet 2016 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de Saint-Barthélemy et Saint-Martin – Monsieur Thierry MAHLER ;
- Vu** l'arrêté n°2016-08-29-002 SG MCI du 29 août 2016 portant délégation de signature générale accordée à M. Thierry MAHLER, secrétaire général de la préfecture Saint-Barthélemy et Saint Martin ;

Vu l'acte de décès établi le 31 janvier 2017 par la Collectivité de Saint-Martin (97150) ;

Vu l'autorisation de fermeture du cercueil établie le 31 janvier 2017 par la Collectivité de Saint-Martin (97150) ;

Vu la demande de dérogation présentée le 2 février 2017 par la Sarl Inter Funeral Services, sise 13 rue angle Galisbay et Fichot - 97150 à Saint-Martin ;

CONSIDÉRANT les circonstances particulières qui motivent l'inhumation tardive (attente d'un vol pour le rapatriement à Minneapolis - États Unis d'Amérique) ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire Général ;

ARRETE

Article 1er Une dérogation au délai légal de six jours pour l'inhumation de Monsieur GUENTHER Joseph, Bernard né le 14 février 1938 à Minnesota (États Unis d'Amérique), décédé le 30 janvier 2017 à Saint-Martin (97150) est accordée jusqu'au 10 février 2017 inclus.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Saint Martin, 6 rue Victor Hugues BASSE TERRE

Article 3 : Monsieur le Chef de Cabinet, Madame la Présidente du Conseil Territorial de Saint-Martin, Monsieur le Commandant la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Pour la préfète déléguée et par délégation
le secrétaire général


Thierry MAHLER